

L'adhésion de l'Ukraine risque de faire éclater l'Union européenne

Une pierre de touche pour la Suisse?

par le Professeur Eberhard Hamer*



Eberhard Hamer
(Photo mad)

(CH-S) Le professeur Hamer examine de près les conséquences financières d'une adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne. Depuis le sommet de l'Union européenne qui s'est tenu début octobre à Copenhague, ses craintes menacent de devenir réalité.

Sous la pression des gouvernements allemand, français et britannique, ainsi que de la Commission européenne dirigée par Mmes von der Leyen et Kallas, l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, et donc un soutien financier et militaire encore plus important de la part de cette dernière, deviennent de plus en plus probables. Mais la résistance au sein de l'Union européenne s'intensifie également: certains gouvernements d'Europe centrale ne sont plus disposés à soutenir la politique autoritaire et agressive de Bruxelles au détriment de leur propre population.

Avant la fin de l'année 2023, l'UE avait promis à l'Ukraine des négociations d'adhésion – une décision qui résultait davantage d'une impulsion instinctive et de la pression atlantique que d'une réflexion lucide. Depuis juin 2024, les négociations d'adhésion sont décidées.

Une partie des pays membres qui ont approuvé les négociations d'adhésion l'ont fait en ca-

* Eberhard Hamer (né en 1932) est un économiste allemand. Après des études d'économie, de théologie et de droit, Hamer a obtenu son doctorat. Puis, il a travaillé comme avocat dans une entreprise. Il a ensuite été nommé à l'Université des sciences appliquées de Bielefeld, où il a enseigné la politique économique et financière jusqu'à sa retraite en 1994. Dans les années 1970, il a fondé l'Institut privé pour les petites et moyennes entreprises de Basse-Saxe à Hanovre et publié de nombreux articles et plus de 20 livres sur le thème des PME.



*«Plus de la moitié des terres noires appartiennent à BlackRock, Vanguard et d'autres groupes américains et l'industrie appartient au grand capital anglo-saxon.»
(Photo mad)*

chette, car cela était «politiquement opportun». L'autre partie regretterait amèrement l'adhésion effective de l'Ukraine en raison des inconvénients majeurs que cela entraînerait pour elle. La majorité des pays favorables à l'adhésion ont apparemment compté sur le fait que l'adhésion effective prendrait encore au moins dix ans et pourrait être interrompue à tout moment pendant les négociations.

A cet égard, la décision d'entamer des négociations d'adhésion pourrait être davantage une démonstration politique non contraignante qu'un véritable changement en Europe.

Toutefois, les négociations d'adhésion avec la Turquie – dont plus personne ne souhaite l'adhésion à l'UE, pas même la Turquie elle-même – ont montré que cela pouvait certes avoir des conséquences. Pendant des décennies, la Turquie a été «préparée à l'adhésion à l'UE» à coups de 10 milliards d'euros de pots-de-vin. En traversant la Turquie et en voyant notamment les excellentes autoroutes et les routes régionales, on comprend où sont passés les milliards de l'UE. C'est pourquoi la Turquie ne rompt pas les négociations (même si elle ne souhaite plus adhérer à l'UE), car en tant que candidate à l'adhésion, elle souhaite continuer à encaisser des milliards d'euros. Il en ira de même pour l'Ukraine.

Sous la pression américaine, le Politburo de l'UE a «pris de plus en plus de responsabilités pour l'Ukraine: ces dernières années il est devenu

le plus grand contributeur financier à la guerre en Ukraine et aux finances publiques ukrainiennes, a incité les Etats membres à fournir des efforts de guerre toujours plus importants et a même promis à l'Ukraine une aide à la reconstruction après la guerre à hauteur de 720 milliards d'euros. Une aide supplémentaire de 50 milliards d'euros pour financer la guerre a été temporairement bloquée par M. *Orban*, mais elle a été illégalement débloquée par les pays du G7.

Les Américains ayant perdu tout intérêt pour la guerre en Ukraine (car l'OTAN n'a pas réussi à la gagner), le président américain souhaite désormais que «l'Europe assume davantage de responsabilités», c'est-à-dire qu'elle poursuive la guerre et prenne en charge non seulement les coûts de la guerre, mais aussi les coûts publics de l'Ukraine en faillite.

Cependant, l'adhésion de l'Ukraine ferait exploser l'UE, car:

1. L'Ukraine est en faillite, elle a plus de 1000 milliards de dettes (dont plus de 100 milliards de dollars pour les livraisons de matériel de guerre des Etats-Unis), avec Donetsk et le Donbass elle a perdu sa zone industrielle et, en tant que pays agricole, elle ne pourra jamais rembourser ses dettes seule et resterait donc un bénéficiaire permanent de l'aide de l'UE.

Le grand capital américain – en particulier Soros – a déjà racheté en 2014 600 milliards de dollars de dettes ukrainiennes à un taux avantageux d'environ 20% et a déjà récupéré ce prix en quelques années grâce aux intérêts. Il empêche également actuellement une dévaluation de la dette ukrainienne et attend un remboursement intégral grâce à l'aide de l'UE.

A elle seule, l'Allemagne, en tant que plus grand donateur de matériel de guerre et d'aides publiques, a financé l'Ukraine de manière désintéressée à hauteur de 93 milliards d'euros, prenant même en charge le paiement des retraites à hauteur de 5 milliards par an pendant 5 ans, car l'Ukraine est insolvable. L'Ukraine ne peut pas survivre uniquement grâce à l'exportation de produits agricoles.

Elle devra donc soit déclarer la faillite de l'Etat et connaître l'appauvrissement, soit être entièrement subventionnée par l'UE. Cela représenterait environ 50 milliards d'euros de subventions financières par an pour l'UE, que *Zelensky* a déjà exigées comme paiements permanents futurs de la part de l'UE, dont les autres Etats membres de l'UE ne participeront guère à la charge.

2. Avant même la guerre, l'Ukraine avait été rachetée par le grand capital anglo-saxon. Plus de la moitié des terres noires appartiennent à *BlackRock*, *Vanguard* et d'autres groupes américains. L'industrie appartient au grand capital

anglo-saxon. L'Ukraine était donc déjà vendue avant la guerre et est désormais tellement affaiblie économiquement par les destructions causées par la guerre qu'elle représenterait pour l'UE un gouffre financier à long terme si elle acceptait ce pays comme membre, ce qu'elle n'est pas autorisée à faire selon ses statuts.

3. Mais l'Ukraine est également exsangue. Sur plus de 40 millions d'habitants, moins de 20 millions sont restés dans le pays en raison de la perte des territoires du Donbass et de l'exode vers l'étranger. Si l'Ukraine avait des frontières ouvertes avec l'UE, des millions d'autres travailleurs qualifiés quitteraient ce pays détruit, car ils auraient de meilleures chances de survie ailleurs. Le reste de la population restera donc à long terme un pays pauvre en Europe, incapable d'atteindre le niveau de vie moyen nécessaire à l'adhésion.

4. Pour l'instant, l'Ukraine ne répond pas non plus aux normes juridiques européennes. C'est le pays le plus corrompu d'Europe, dirigé par une bande d'oligarques autour de l'oligarque *Zelensky*. Cette bande s'est assurée les postes de direction économiques, sociaux et politiques en tant que fiduciaire du grand capital anglo-saxon, et s'est servie sans vergogne des ressources locales, mais surtout des fonds de guerre qui affluent abondamment depuis deux ans.

A lui seul, *Zelensky* a accumulé des villas et des latifundia en Israël, à Chypre, en Italie, aux Etats-Unis et des millions dans le paradis fiscal des îles Vierges. La corruption est si courante et si répandue que, selon la CIA, 50% des armes de guerre fournies par l'Occident se retrouvent désormais dans le monde entier, c'est-à-dire qu'elles ont été revendues par les oligarques. L'ampleur de la corruption dans l'ensemble de la société ukrainienne, et en particulier parmi son élite économique et politique, devrait à elle seule exclure à long terme toute adhésion à l'UE.

5. Les intérêts de nombreux pays membres de l'UE en matière de subventions s'opposent également à l'adhésion de l'Ukraine. Si l'Ukraine était membre de l'UE, elle pourrait prétendre à plus d'un quart de toutes les subventions agricoles, ce qui mettrait en difficulté des centaines de milliers d'agriculteurs dans les autres Etats membres. Et les exploitations agricoles ukrainiennes appartenant à des groupes américains produisent des produits génétiquement modifiés qui ne pourraient pas être convertis à moyen terme, mais qui ne sont pas autorisés dans l'UE.

Comme la RDA en 1989, l'Ukraine a également perdu son marché russe pour les produits industriels à cause de la guerre et ne pourra pas retrouver de substitut équivalent à l'Ouest, ne serait-ce que pour des raisons de qualité. L'UE devrait donc également soutenir massivement le développement industriel afin de permettre au pays de redevenir membre, mais elle n'en a pas

les moyens financiers, car elle est elle-même confrontée à des difficultés financières croissantes.

L'espoir de l'Ukraine d'adhérer à l'UE n'est donc qu'un espoir à long terme, irréalisable à court et moyen terme. Si, malgré ces raisons d'exclusion, la présidence de l'UE parvenait à faire entrer l'Ukraine par des manœuvres, les besoins financiers de l'Ukraine et son risque militaire à la frontière avec la Russie pourraient faire exploser l'UE. Pourquoi les pays méditerranéens, eux-mêmes fortement endettés, devraient-ils accueillir un pays supplémentaire en faillite, exigeant des subventions élevées, pour lequel ils devraient payer en permanence et qui les pousserait en outre à l'hostilité avec la Russie, la plus grande source de matières premières en Europe?

Une UE qui s'est elle-même endettée à hauteur de plus de 2500 milliards d'euros sans disposer de recettes propres (uniquement les contributions des Etats membres) et qui souhaite en plus accueillir le plus grand pays en faillite d'Europe surestime ses capacités économiques et courra à l'échec financier.

Les négociations sur l'adhésion de l'Ukraine se dérouleront donc probablement comme celles

avec la Turquie: plus elles dureront, plus les problèmes apparaîtront, plus il deviendra évident que l'UE se détruit elle-même en accueillant de nouveaux membres et nuit à ses Etats membres plus que leurs populations ne sont prêtes à le supporter.

Si l'Ukraine était admise, la crise existentielle qu'elle traverse conduirait également à une crise existentielle pour l'UE.

D'ores et déjà, la résistance s'amplifie dans les Etats membres contre la politique de l'UE visant à devenir un Etat central souverain au-dessus des Etats membres et à réduire leur souveraineté au statut de province. La résistance nationale croissante dans les Etats membres et le virage politique vers la droite s'opposent avant tout à la «dictature de l'UE».

La mauvaise gestion et l'explosion de la dette de l'UE depuis le «règne» de Mme von der Leyen pourraient toutefois dépasser le problème de l'adhésion de l'Ukraine en raison de l'éclatement de l'UE elle-même.

Source: <https://www.goldseiten.de/artikel/669591--Die-Aufnahme-der-Ukraine-koennte-die-EU-sprengen.html>, 7 septembre 2025, © Prof. Dr Eberhard Hamer, Mittelstandsinstitut Niedersachsen e.V

(Traduction «Point de vue Suisse»)